



CGT Finances publiques 13
16 rue Borde
13008 Marseille
Tél. 0491179206/0491179767
cgt.drifip13@dgfip.finances.gouv.fr
www.financespubliques.cgt.fr/013

juillet 2019

Plan de casse-géographie revisitée-fermetures

Quand des AGFIP rencontrent d'autres AGFIP, qu'est-ce qu'ils se racontent ?

Nos Agfip sont au service du gouvernement et font de la politique.
Non, ce n'est pas « l'Etat dans l'Etat », c'est l'état néo-libéral à la tête des administrations pour liquider l'Etat social.

Alors ils se rencontrent, ceux de la DG et les locaux, mais chacun, chacune est à l'écoute de l'autre car chacun, chacune est interchangeable et, ô servitude récompensée, susceptible de pouvoir remplacer l'autre.

Ils ne font pas partie des fonctionnaires les plus, les mieux, les trop payés... pour rien.

Ils se rencontrent et qu'est-ce qu'ils se racontent ? Des choses, des tas de choses. Ainsi la CGT Finances publiques a obtenu certains documents qui parlent.

Nous y apprenons -ou plutôt nous avons confirmation- dans le cadre de la cartographie mensongère qu'ils appellent « la géographie revisitée » que:

-ils aiment le reporting hebdomadaire - faire remonter là où ça coince à la DG et au ministre- et plus particulièrement leur rôle de pompiers (pyromanes), **c'est à dire que la DG compte sur les directeurs locaux pour désamorcer tout risque de crise sociale en allant porter la bonne parole et rassurer les agents.** Rien ne doit changer pour nous, agents.

Alors les directeurs doivent faire la tournée des popotes et expliquer que demain, on rase gratis.

Objectif ? Faire baisser les taux de grévistes.

-les directeurs doivent recenser les « points de blocage », surtout pour ce qui concerne le calibrage des services et leurs implantations géographiques mais aussi les travaux immobiliers et tout ce qui a trait à la logistique.

Objectif ? Tenter de désamorcer les oppositions à la mobilité forcée.

-miser sur les élus, mais uniquement les « nationaux ». Cela va faire plaisir aux élus locaux, lesquels sont donc, comme les services de proximité, considérés comme de seconde zone !

-des **antennes provisoires** (hors MSAP ou agences France services) peuvent être mises en place, **mais les antennes pérennes doivent être « exceptionnelles »**, autrement dit jamais !

En fait les directeurs et la DG pensent que « l'antenne » cela peut être un argument d'acceptation de la fermeture de services ! Et le cynisme n'est pas loin: **« Pour des raisons de crédibilité (...) il ne faut pas donner l'impression aux élus que l'on démantèle progressivement les structures ».**

-les maisons France services (MFS): Une fois de plus, dans ce programme de démantèlement de la DGFIP et de son réseau, **la CGT avait raison !**

Pour la DG et les AGFIP, s'engager pour 3 ans,? OK. Il faut faire « crédible » ! Mais surtout il faut évaluer la fréquentation et « **adapter le cas échéant la présence** ».

Il s'agit de poudre aux yeux, c'est tout. Car n'oublions pas que l'offre crée la demande, et bien sûr, plus l'offre sera rare, plus les usagers « choisiront d'autres modalités d'accès »! (centres de contact, internet, etc.) C'est le préfet qui validera les MFS, celles-ci devant être accessibles en moins de 30 mn (A pieds? A cheval? En voiture ou en bateau à voile ?)

-l'adhésion des agents et des comptables. C'est la volonté de contourner les organisations syndicales et l'obligation de faire passer la pilule aux comptables publics pour lesquels dirent qu'ils seront « déclassés » et relégués dans des fonctions subalternes... n'est pas un euphémisme.

-enfin, le CHSCT, le comité hygiène et sécurité conditions de travail apparaît de nouveau **comme une instance juridique qui gonfle grave nos décideurs.** Cela peut retarder les plans de démantèlement. Mais la santé au travail, quand c'est la liquidation type France Télécom, on sait chez les dirigeants que c'est pas important. C'est d'ailleurs pour cela qu'ils veulent fusionner à terme le CHSCT avec le comité technique.

Vous avez dit « concertation » et « dialogue social? » Ha! Ha!

Partout
affichons contre les fermetures,
mobilisons nous,
faisons signer les pétitions,
préparons le rapport de force
et la grève du 16/09
pour gagner le retrait
de ce plan « Darmanin ».